

AU BON SENS & À L'ENDROIT N° 41

QUAND LES FRANÇAIS REGARDENT LA FRANCE

Un sondage sur le jugement porté par les français sur l'état du pays et ceux qui en ont la charge, a été fait, dans les règles de l'art, et publié par France-Soir le 26 janv. Les média classiques n'en ont guère parlé, il est vrai que France-Soir -qui n'existe plus en version papier mais uniquement web-est non-subventionné ce qui est rarissime en France. Contrairement au dicton '*on ne parle pas de religion ni de politique à table*', si l'on aime son pays et se soucie de son destin, notamment pour un catholique ('*L'amour et le service de la patrie relèvent du devoir de reconnaissance et de l'ordre de la charité*'). Cat. Église cath, n° 2239) on en parle... pourvu qu'on soit vraiment informé, et qu'on ait pas peur d'être seul. Or, le silence des médias sur l'état réel de l'opinion tend à ce que les esprits lucides s'imaginent être minoritaires, puisque que leur pensée est invisibilisée, ou réduite à une caricature. D'où l'intérêt de mesurer l'état de l'opinion de nos compatriotes sur l'état de la France et de ceux qui en ont la charge.

*France-Soir et l'association BonSens.org ont commandé un grand sondage exclusif sur la situation nationale en France et sur la place de la France à l'international. Cette enquête fait suite à celle du 14 octobre 2024 qui avait consacré la perte de confiance dans la politique menée par Emmanuel Macron (rappel, seuls 6 % pensaient qu'il menait le pays dans la bonne direction) L'enquête a été conduite le **16 janvier 2025** sur un échantillon représentatif de 1200 Français. En temps normal, les sondages utilisent des échantillons de 1000 personnes répartis selon la **méthode des quotas**, cependant augmenter le nombre de personnes interrogées permet des analyses bien plus fines. Le sondage a été mené par la société MISGroup pour l'association Bonsens.org et la société Shopper Union France SAS qui publie et édite le site www.francesoir.fr. Tout sondage comporte statistiquement des marges d'erreurs, réduites en l'espèce de par la taille de l'échantillon de 1200 personnes. Toute personne a le droit à consulter la notice prévue par l'article 3 de la loi.*

Parmi les résultats principaux La situation des Français s'est aggravée pour 41 % d'entre eux au cours des six derniers mois. 51 % estiment que ce qui pèse le plus est l'augmentation des prix de l'alimentaire devant le prix de l'énergie électrique pour 38 %.

Emmanuel Macron et son gouvernement sont tenus pour responsables par 71 %.

D'ailleurs, pour 66 %, Emmanuel Macron mène le pays dans la mauvaise direction.

80 % estiment que le gouvernement n'agit pas dans l'intérêt des Français et 76 % n'ont pas confiance dans le gouvernement. 78 % estiment que le gouvernement Bayrou ne changera rien.

Pour 60 % aucune personnalité n'incarne un futur positif pour la France.

Pour 61 % Emmanuel Macron doit démissionner dans les prochains mois ou au plus vite.

Ils sont 61 % à vouloir que la France se dote d'une constitution qui garantit un contrôle plus direct, et effectif, des élus et hauts fonctionnaires qui les rendraient révocables à tout moment.

78 % pensent que la corruption est trop importante en France et pour 93 % les politiques doivent devenir pénalement responsables de leurs actes.

Pour, 92 %, l'endettement est trop élevé ; pour 62 %, les comptes de la Nation sont non sincères et maquillés par le gouvernement Macron ; pour 89 %, les ministres qui ont contribué au maquillage des comptes doivent être tenus responsables en justice.

82% ne sont pas prêts à payer plus d'impôts pour aider la France à réduire son déficit ;

53 % ne veulent pas d'un impôt type "impôt de guerre" pour réduire le déficit ;

43 % pensent que la France ne doit pas lancer un grand emprunt pour réduire son déficit.

pour 77 %, le gouvernement français doit complètement revoir la politique sur le réchauffement climatique et prendre en compte les avis divergents ;

pour 56 %, la loi sur les ZFE est discriminatoire contre les plus pauvres et doit être annulée ;

pour 56 %, la réforme des retraites mise en place en 2023 doit être annulée ;

pour 48 %, la loi sur les DPE est discriminatoire contre les plus pauvres et doit être annulée ;

pour, 63 %, la censure dans les médias devient de plus en plus apparente ;

pour 65 % la liberté d'expression et d'opinion doit subsister sur les réseaux sociaux, y compris X, tout en respectant la loi sur les délits en matière de diffamation, d'injures et de harcèlement

Pour, 50 %, le gouvernement a mal géré la crise covid (36 % en octobre 2024) ;

pour 67 %, le gouvernement devrait mettre en œuvre une commission Covid pour évaluer la politique et les dépenses. (50 % en octobre 2024) ;

pour 82 %, le secret défense sur la gestion Covid devrait être levé.

pour 43 %, la politique de vaccination n'est pas un succès contre 39 % qui pensent le contraire. (Inversion depuis octobre 2024 avec respectivement 33 % et 37 %) ;

pour 53 %, il y a beaucoup d'effets secondaires aux vaccins covid-19.

pour, 45 %, l'Union européenne existe aux dépens de la France et qu'il n'est pas rentable pour nous de continuer à rester dans l'Union européenne ;

58 % veulent une Europe des Nations avec des États souverains dans leurs pays et qui gèrent entre eux uniquement des accords commerciaux ;

53 % s'opposent à une Europe fédérale avec un Président et des ministres européens qui remplaceraient nos dirigeants nationaux ;

72 %, la corruption est trop importante dans le fonctionnement de l'Union européenne ;

50 %, Ursula von der Leyen fait de l'abus de pouvoir en UE et qu'il y a des doutes raisonnables sur des faits de corruption la concernant.

44 % estiment qu'il est nécessaire de lever une partie des sanctions économiques et de restaurer les relations économiques avec la Russie

L'influence de la France sur la scène internationale est en baisse pour 65 %.(=octobre 2024.)

Au-delà de la baisse d'influence de la France sur la scène internationale, 84 % pensent que la France devrait mieux contrôler sa politique migratoire comme le font beaucoup de pays. Ils étaient 75 % lors de la vague d'octobre 2024

68 % pensent que la France devrait cesser d'accepter de nouveaux migrants en provenance d'Afrique, d'Asie et d'Ukraine. (63 % en octobre 2024).

pour 64 %, les dépenses militaires de la France ne doivent pas être réduites ;

pour 55 %, la France ne devrait pas envoyer d'armes dans des pays en guerre ;

pour 67 %, le vote des députés européens du 20 septembre 2024 autorisant les frappes profondes sur le territoire russe est un réel danger pour la paix ;

pour 41 %, l'aide militaire à l'Ukraine doit être réduite ;

pour 80 %, la France ne doit pas envoyer de troupe en Ukraine.